



CTPM DU 10 NOVEMBRE 2005

DECLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

Lors du Comité Technique Paritaire Ministériel du 29 septembre dernier, la fédération des finances CGT avait déjà souligné l'existence d'un « contexte politique, économique et social détestable ».

A l'époque, dans le cadre du conflit de la SNCM, le Gouvernement n'avait pas hésité à utiliser l'armée pour réprimer les luttes sociales, en faisant notamment intervenir les hélicoptères des commandos de la Marine.

Nous avons également condamné la politique d'intimidation et de régression à l'encontre des personnes privées d'emploi, qui tend à faire admettre, y compris, la encore par la force, que les chômeurs seraient à l'origine du chômage et les pauvres responsables de leur malheur.

Depuis, le contexte politique, économique et social, indique purement et simplement l'organisation délibérée d'un véritable suicide social, qui plus est attentatoire aux valeurs et principes mêmes de la démocratie.

En effet, après avoir sous-estimé l'ampleur de la crise qui secoue notre pays depuis plus d'une semaine, le Gouvernement a décidé de prendre des mesures d'exception pour assurer le maintien de l'ordre.

Cette orientation est particulièrement dangereuse car ce n'est jamais en restreignant les libertés qu'on assure l'autorité publique.

Les propos provocateurs du Ministre de l'Intérieur, l'absence d'ouverture de perspectives et la réaffirmation de la priorité à la répression attisent des violences qui se retournent contre les populations les plus modestes.

En toute occasion, la CGT défend les citoyens menacés ou frappés par les violences d'où qu'elles viennent mais se refuse à toute forme d'amalgame et de stigmatisation de telle ou telle catégorie de la population.

Pour notre organisation syndicale, il n'est pas question de se tromper de diagnostic.

La crise actuelle n'est ni celle de l'immigration, ni celle de la jeunesse, ni celle des banlieues.

Elle est avant tout une crise sociale révélatrice d'une généralisation organisée de l'insécurité sociale, des fractures qui ne cessent de se creuser du fait des politiques menées.

Lorsque nous parlons d'insécurité sociale, cela signifie notamment que plus de 5 millions de personnes sont exclues de l'accès à un véritable emploi alors que les profits s'accroissent et que les fortunes prospèrent... Cela signifie que de trop nombreuses familles cumulent toute une série de difficultés sociales dans les domaines de l'éducation, de la formation, du logement, de la santé...

Quand dans une démocratie, les pouvoirs publics, le patronat refusent de prendre en compte ce qui s'exprime dans les grèves et les manifestations, on ne peut que nourrir alors le fatalisme, la désespérance et la violence.

C'est pourquoi la fédération des finances CGT réaffirme l'urgence d'une réorientation profonde des politiques économiques et sociales mises en œuvre dans ce pays.

De ce point de vue, il est plus que temps que Monsieur Breton ouvre un véritable processus de négociation avec les fédérations syndicales pour que les différentes administrations du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie comme les établissements financiers du secteur semi-public soient réellement mobilisées afin d'apporter tout leurs concours à la création d'une société du plein emploi au sein de laquelle les besoins sociaux fondamentaux seraient satisfaits.

Permettez-nous de souligner que cela exige d'autres choix dans les domaines des politiques fiscale, budgétaire, industrielle, et monétaire...

Monsieur le Président,

Comme vous le savez, les agents des finances se sont mobilisés avec une ampleur exceptionnelle au cours du 1^{er} semestre 2005.

Le 4 octobre dernier, ils ont encore exprimé massivement et clairement leurs revendications :

- Arrêt des réformes en cours, des suppressions d'emplois et ouverture de réelles négociations sur l'évolution des missions et de la modernisation du Ministère, sur les conditions de mise en œuvre de la LOLF et sur la redéfinition du contenu des contrats directionnels.
- Revalorisation significative des traitements, mise en place d'un plan pluriannuel de créations d'emplois et de qualifications et revalorisation des régimes indemnitaires.
- Attribution des moyens budgétaires indispensables au bon fonctionnement des services et à une réelle qualité de vie au travail.
- Garantie d'une véritable politique de services publics satisfaisants aux besoins sociaux sur l'ensemble du territoire et amélioration de la qualité du service public rendu...
- Abrogation de l'actuel système de notation.
- Développement et sécurisation juridique des moyens assurant une protection sociale complémentaire de qualité.

Les personnels restent déterminés et entendent bel et bien construire « Bercy autrement » pour que le MINEFI soit réellement un Ministère au service du plein emploi et de la satisfaction des besoins sociaux.

C'est pourquoi, à l'appel des fédérations syndicales CGT, FDSU, UNSA, ces derniers seront en grève, le mardi 29 novembre 2005 et manifesteront à Paris pour exiger du Ministre l'ouverture de réelles négociations.

Paris, le 10 novembre 2005.